

## GEREMEK ET LA FRANCE

**Maurice Aymard**

EHESS, Paris

Très tôt, Bronislaw Geremek a occupé en France une position d'exception. A de nombreuses reprises, il a tenu à affirmer lui-même l'importance que celle-ci avait eue dans sa formation d'historien. Très tôt aussi, il y a tissé, parmi les historiens puis, plus largement, parmi les intellectuels, un réseau d'amis fidèles, qu'il a mis plus tard au service de son pays. Mais il lui a aussi beaucoup donné. Il nous a permis d'être nous-mêmes, d'être mieux nous-mêmes, en nous aidant à comprendre notre temps, à voir les problèmes de l'Europe et du monde d'un autre point de vue, et à prendre des positions qui débordaient les limites de l'hexagone.

Privilégier l'historien s'impose : de son premier voyage en 1956 à sa mort, en passant par l'accueil en Pologne (où il leur sert de guide) de Fernand Braudel en 1957 et de Georges Duby en 1960, par sa rencontre avec Jacques Le Goff, dont, dès son premier voyage en Pologne au début des années 1960, il va devenir l'ami proche et fidèle (refusant de choisir dans les années 1970 entre Fernand Braudel et Jacques Le Goff désormais séparés), la France s'est identifiée pour lui avec son école historique, et en fait avec ce qui lui est apparu comme la « pointe » de cette école. Il découvre celle-ci à l'occasion de ce premier voyage « de reconnaissance » en France en 1956, dont nous ne savons que ce qu'il en a lui-même dit et écrit, notamment dans son dialogue avec G. Duby<sup>1</sup> : « dans le Paris de 1956...[il a] été ébloui par la peinture, par le cinéma, par les gens, par la ville,...et aussi par l'école historique française » (p. 22). Venu « avec quelques adresses, quelques bonnes adresses, que ses maîtres » lui avaient données, il avait fait alors peu à peu ses choix, pour arriver finalement au Collège de France où il avait rencontré Braudel. L'année 1957-58 qu'il passe en France avec une bourse du gouvernement français lui permet d'approfondir ces premiers contacts et de s'intégrer dans cette « école », d'y être reconnu et admis.

<sup>1</sup> Georges Duby, Bronislaw Geremek, *Passions communes* : entretiens avec Philippe Sainteny, Paris, Editions du Seuil, 1992. Toutes les références de pages entre parenthèses se rapportent à cet ouvrage.

Le noyau central qu'il en découvre alors, écrira-t-il à son retour à Varsovie à la fin de 1958, « au travail », et avec lequel il va établir pour un demi-siècle des liens particulièrement étroits, est à cette époque constitué par une revue, les *Annales*, fondée en 1929 par Marc Bloch et Lucien Febvre (et qu'il avait commencé à lire en Pologne, en préparant son diplôme sur les mouvements sociaux à Gand au 14<sup>e</sup> siècle - p. 19), et une toute jeune institution, créée en 1948, et destinée au libre enseignement de la recherche et de ses méthodes, la VI<sup>e</sup> Section de l'École Pratique des Hautes Etudes, que tous ceux qui s'en réclament commencent à appeler plus simplement « la Sixième Section », et qui prendra en 1975 le nom qui est le sien aujourd'hui d'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) : il entre en contact direct avec l'une et l'autre au moment où Fernand Braudel en prend précisément la direction, après la mort de Lucien Febvre en septembre 1956, et où elles s'imposent comme les deux principaux foyers d'affirmation et de rayonnement d'une histoire qui se veut nouvelle, à la mesure des défis du temps présent. Une histoire dont le dynamisme est fondé à la fois sur le renouvellement de ses méthodes et de ses interrogations, sur une coopération systématique avec les autres sciences sociales, et sur une large ouverture internationale. Dans cette ouverture, la Pologne du début des années 1960 vient prendre une place de premier plan, aux côtés de l'Italie, où Braudel avait tissé autour de lui, au début des années 1950, dans la perspective de la préparation de la seconde édition de la *Méditerranée*, un réseau de jeunes chercheurs prêts à l'aider dans son travail (Ruggiero Romano, Alberto Tenenti, Ugo Tucci, etc.) et d'historiens déjà consacrés, occupant une forte position institutionnelle (Franco Borlandi à Gênes, Armando Sapori et Aldo de Maddalena à Milan, ou encore, à l'Institut Croce de Naples et à l'Université de Rome, Federico Chabod, rencontré aux archives de Simancas dès la fin des années 1930) : ce qui, au début des années 1960, faisait dire à certains, avec plus d'ironie critique que de véritable humour, qu'un « parti polonais » (dans le sens que le mot « parti » avait pris au 17<sup>e</sup> siècle dans la langue classique de la cour de Versailles) était alors en train de prendre la place du « parti italien » !

Geremek a ainsi la chance assez rare d'arriver tout jeune au moment le plus favorable dans un milieu intellectuel et institutionnel qui était prêt à l'accueillir au moment où, à 25 ans, il cherchait sa propre voie, et qui va l'aider à devenir lui-même. Il s'impose comme « the right man in the right place in the right historical moment, and in the right period of his own life ». En témoignent aussi bien sa correspondance avec Braudel (de 1958 à 1985), ses liens avec Duby et Le Goff, ses nombreux séjours en France de chercheur puis d'enseignant, et même son séjour à Washington en 1978, que l'accueil fait à ses travaux sur les marginaux et les pauvres : un champ de recherche qu'il définit alors comme son domaine propre, et auquel il va consacrer, tout au long de sa carrière, ses principaux travaux, dont la majorité ont été publiés en français, soit en traduction, soit dans leur version originale.

Ce champ de recherche s'accorde bien avec les intérêts et la sensibilité de ses interlocuteurs français, qui cherchent alors à redéfinir les contenus et les méthodes d'une nouvelle histoire sociale (comme le montre d'ailleurs l'enquête lancée dans ces mêmes années sur les pauvres au Moyen Âge par Michel Mollat, professeur d'histoire économique médiévale à la Sorbonne, dont Geremek devint alors un proche). Mais

Geremek a tenu à rappeler lui-même que ce choix, comme les deux autres qui ont orienté sa carrière (celui du Moyen Âge comme période et celui de la France comme lieu de ses recherches), il l'a fait seul, influencé et guidé tout au plus par ses maîtres polonais - Marian Malowist, Tadeusz Manteuffel, Alexandre Gieysztor, pour ne citer que les chefs de file d'une école polonaise d'histoire médiévale alors au maximum de son rayonnement - et qu'il a appris « son métier d'historien dans l'étude de ce Moyen Âge polonais avare en archives » (p. 46). Pour le thème de la marginalité, il reconnaît en 1992 deux dettes intellectuelles. La première pour un sociologue et historien de la culture, Stefan Czarnowski, « qui a fait à Paris une recherche avec Marcel Mauss sur le culte de Saint Patrick en Irlande..., beaucoup enseigné..., peu écrit..., mais...tout de même publié deux ou trois articles éblouissants sur les marginaux » (p. 21). La seconde pour un jeune historien tchèque, Frantisek Graus, élève de Bedrich Mendl, auteur d'un livre sur les pauvres de la ville de Prague » (p. 22), qui aurait provoqué sur lui le déclic initial.

Mais le choix des termes mêmes de « marginaux » et de « marginalité » signifient de sa part l'affirmation d'une double distance. La première par rapport au marxisme officiel de l'époque, et à son hégémonie dans la Pologne des années 1950 : son enquête va être centrée sur un groupe social minoritaire dont la définition, dans l'Europe des derniers siècles du Moyen Âge, comme les artisans des villes ou les paysans des campagnes, n'est pas liée à la place qu'il occupe dans les rapports de production de l'époque, mais à la fois par la nécessité (la pauvreté, avec laquelle ce groupe ne se confond jamais tout à fait, ou encore l'exclusion) et par un choix volontaire, individuel et collectif : celui de la différence par rapport à la masse, mais un choix qui éclaire aussi de l'extérieur, par cette altérité même, le fonctionnement, la culture et les règles de la société englobante, et qui prend du même coup une dimension autant et plus culturelle qu'économique

Mais du même coup il prend aussi - en toute amitié - ses distances avec ses interlocuteurs français, dans la mesure même où il leur propose une nouvelle façon d'aborder l'étude du social : alors que la majorité de ceux-ci, dans la ligne du rapport présenté par Ernest Labrousse au Congrès international des sciences historiques de Rome (1955), s'oriente vers l'étude des masses (paysannes, populaires ou ouvrières) et de catégories sociales clairement définies (la bourgeoisie), et privilégiant l'utilisation à cette fin des méthodes quantitatives et statistiques, Geremek vient attirer leur attention sur le fait qu'une société se définit aussi par ses marges, c'est-à-dire par les catégories et les mesures qu'elle élabore pour exclure et « marginaliser » des individus précis, et que certains de ceux-ci se réapproprient et revendiquent pour affirmer leur singularité. Encore membre pour une décennie du parti communiste polonais, Geremek prend alors très clairement et très tôt ses distances avec la conception marxiste dominante des classes sociales, à laquelle ses collègues français (souvent ses aînés), qui n'ont jamais été communistes ou qui, pour ceux qui l'ont été, ont quitté le parti communiste français dès les années 1950 (en fait en 1953 - Berlin Est - et 1956 - Budapest), ne renonceront que plus tard, entre 1968 et 1973. Ce qui explique sans doute certains décalages temporels dans les éditions françaises de ses travaux : son volume au titre plus classique sur *Le salariat dans l'artisanat parisien aux 13<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècles : études sur le marché de la main d'œuvre au Moyen Âge* paraît en 1968 dans les collections de la Sixième Section, et la traduction

française de sa thèse, *Les marginaux parisiens aux XIVe et XVe siècles* chez Flammarion en 1976 : elle sera suivie en 1980 par son petit volume de la collection « Archives », *Inutiles au monde : truands et misérables dans l'Europe moderne, 1350-1600*, puis, en 1987, par la publication, chez Gallimard cette fois, de la traduction de son ouvrage de synthèse parue en polonais dès 1978, *La potence ou la pitié : l'Europe et les pauvres, du Moyen Âge à nos jours*.

Cette position originale est révélatrice du climat de l'époque, où la majorité des historiens, et en particulier de ceux qui gravitent autour de la Sixième Section, sensibles à la nécessité pour les historiens de mettre en évidence et d'expliquer les contextes économiques et sociaux et les déterminations qu'ils font peser sur les individus et les groupes, font bon accueil à leurs collègues venus de pays comme la Pologne ou l'Italie, mais aussi l'Angleterre (avec Eric Hobsbawm ou Edward P. Thompson) qui leur proposent du marxisme une lecture et une utilisation dont la liberté de ton tranche avec celles de la majorité des intellectuels communistes français, parmi lesquels le PCF, méfiant, poursuit alors une chasse permanente aux « dissidents ». Les *Annales* étaient restées fidèles à la formule de Lucien Febvre qui écrivait dès les années 1930 que « le marxisme faisait partie du bagage de l'honnête homme du 20<sup>e</sup> siècle » : formule reprise à sa façon par Braudel vers 1979-80, quand il répondait à ses plus jeunes collègues marxistes français qui critiquaient pour des raisons plus idéologiques qu'historiques les thèses de *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, dont les trois volumes venaient de paraître : « vous avez Marx devant vous et vous vous contentez de le rejoindre. Moi, je l'ai derrière moi, et je m'appuie sur lui pour aller plus loin ».

Pas d'opposition en ce sens, à l'époque, entre les *Annales* et un marxisme librement pensé et réinterprété. Le climat parisien de la fin des années 1950 confirme ainsi Geremek dans le choix qu'il a fait de s'éloigner d'un marxisme officiel « sclérosé », et de continuer à demander à cet autre marxisme qu'il revendique « une méthode et une inspiration intellectuelle...tout d'abord dans l'étude du passage de la société médiévale à la société moderne », un point sur lequel « le marxisme fournissait une théorie bien meilleure que pour la compréhension de l'ordre féodal ou de la société féodale ». Ce qui lui permettra d'affirmer, encore en 1992 (et la date n'est pas indifférente) : « pour moi, le marxisme était une façon de penser, une façon de comprendre, et je le trouve toujours utile, même maintenant, quand je réfléchis aux problèmes de la société contemporaine que j'observe et à laquelle je participe....L'histoire ne m'enseigne rien d'autre que cette façon de comprendre. Et dans cette perspective le marxisme reste toujours valable » (p.28).

Les signes de reconnaissance vont dès lors se multiplier pour lui. Après sa première année parisienne (1957-58), il revient à Paris de 1962 à 1965 comme premier directeur du Centre de la Civilisation polonaise créé à la Sorbonne. Nommé chargé de recherches au CNRS en octobre 1960, il sera en 1992 titulaire pour un an de la chaire internationale du Collège de France qu'avaient inaugurée des personnalités comme Harald Weinrich et Umberto Eco. Il s'impose comme la figure de référence d'une école historique polonaise dont les historiens français découvrent alors toute la

richesse, avec, pour ne citer que quelques noms, outre Tadeusz Manteuffel, Marian Malowist et Alexandre Gieysztor déjà rappelés, Witold Kula, Andrzej Wyczanski, Henryk Samsonowicz, et, parmi les plus jeunes, Karol Modzelewski - ce qui fera dire à Braudel qu'à ses yeux « il existe deux écoles historiques au monde : l'école française et l'école polonaise ». Ils vont emprunter à cette école en particulier, au milieu des années 1960, une discipline comme l'archéologie médiévale, facteur de renouvellement d'une histoire de la vie matérielle que le premier volume de la trilogie braudélienne sur l'histoire économique de l'Europe entre 14<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècle, publié en 1967 sous le titre de *Civilisation matérielle*, définit précisément comme un horizon prioritaire pour une recherche qui doit apprendre à se libérer du monopole exclusif des sources écrites et faire flèche de tout bois pour élargir le champ de sa documentation.

Des débuts de cette rencontre entre Geremek et la France on retiendra cet échange de lettres entre lui et Braudel, après son retour en Pologne à la fin de 1958. D'un côté, une lettre de lui à Braudel datée du 4 novembre 1958 : « Cette année passée en France grâce à votre bienveillance m'a permis de poursuivre mes recherches et en même temps de revenir sur les bancs universitaires, de voir une école historique au travail et aussi de prendre des heureux contacts personnels et de gagner quelques années... Cet article » (en fait une note sur Lucien Febvre rédigée et signée par lui, et publiée dans *Kwartalnik Historyczny*) « devait être signé par la rédaction, et veuillez me croire que ce n'est pas ma faute s'il est signé par mon nom. De ma part, c'était l'hommage à un Maître et à une école qui ont marqué toute ma formation historique.

Séduit d'abord par le marxisme, et après par l'histoire, je cherchais dans l'histoire des vastes horizons intellectuels, une problématique, une interrogation continue sur l'homme et j'avais été attiré tout d'un coup par les *Annales*. Non parce que j'y avais trouvé des réponses ou une méthode qui m'avaient satisfait, mais plutôt un immense chantier, des questions passionnantes, une pensée historique.

Voilà d'où vient ma note. Si elle pouvait susciter un plus grand intérêt vers les oeuvres de Lucien Febvre, la traduction de quelques uns de ses travaux en polonais, je pense que mon manque de modestie a été utile... ».

La réponse, datée du 1<sup>er</sup> décembre, de Braudel à cette lettre, se passe de commentaire : « Vivent les historiens polonais et vive la Pologne ». Nous sommes à la fin de 1958, Geremek a tout juste 27 ans, et les jeux semblent déjà faits, même s'ils ne le seront au bout du compte que parce que toute son oeuvre et toute sa carrière ultérieures tiendront et au-delà les promesses de ces deux premières années. Deux années (1956-58) qui, grâce à la Pologne, ont marqué (nous le savons maintenant avec le recul, alors que ce n'était à l'époque qu'un pari qui apparaissait un peu fou et utopique sur l'avenir) un tournant dans l'histoire politique et intellectuelle de l'Europe d'après-guerre : sur ce plan aussi, les promesses ont été tenues. Le mur était toujours là, et pour trente ans encore, mais une brèche y avait été ouverte, par laquelle pouvaient circuler dans les deux sens les idées, les informations et les hommes, au mépris des interdictions et des censures. Et la Pologne représentait pour la France une fenêtre ouverte sur l'Europe communiste.

Geremek avait, par son premier séjour en France en 1956, et sans le savoir encore, ouvert la voie. La visite de Braudel en Pologne l'année suivante devait permettre de la rendre durable en l'institutionnalisant : les accords conclus à cette occasion devaient permettre d'inviter chaque année en France, et d'accueillir à la Sixième Section plusieurs jeunes chercheurs polonais pour des séjours prolongés. Si les bourses qui leur étaient attribuées étaient versées par le gouvernement français, Braudel avait imposé le principe que le choix des candidats devait, contrairement aux règles habituelles, en être laissé à l'Académie des Sciences, à charge pour celle-ci d'assumer cette responsabilité en choisissant les meilleurs, mais aussi de porter la responsabilité de l'échec, si leurs choix étaient dictés par d'autres critères. Ce pari sur le respect de l'autre, sur la confiance et sur la qualité, allait se révéler justifié (dans le domaine intellectuel, aimait à dire Braudel, la générosité est toujours payante), et le système fonctionna à la satisfaction de tous jusqu'en 1981, soit pendant près de 25 ans, permettant ainsi à toute une génération de jeunes historiens polonais de venir en France compléter leur formation et poursuivre leurs recherches. Entre 1982 et 1989 un accord direct et officieux entre la Maison des Sciences de l'Homme et un petit groupe de responsables de l'Académie des Sciences et de l'Université de Varsovie (H. Samsonowicz, A. Wyczanski, B. Geremek, et d'autres) permit d'assurer, fût-ce à un niveau réduit, ce courant d'échanges : l'inventaire des tombes polonaises dans les cimetières parisiens, témoins d'une longue tradition d'émigration, fut ainsi mené à bien.

Au plan des méthodes et des programmes de recherche, à l'introduction en France, au milieu des années 1960, à l'occasion de l'enquête sur les villages désertés de la fin du Moyen Âge, de l'archéologie médiévale polonaise par l'Institut de la Culture matérielle, correspondit une « greffe » d'origine française en Pologne, celle de la démographie historique : chacune des deux écoles historiques, polonaise et française, sut choisir et s'approprier, dans ce que l'autre avait à lui offrir, ce dont elle avait le plus besoin. Et le double engagement personnel de Fernand Braudel et de Jacques Le Goff dans les relations franco-polonaises devait donner à celles-ci une caution supplémentaire, celle de deux historiens qui ont occupé tour à tour une position dominante dans le monde universitaire français. Jacques Le Goff a raconté lui-même son itinéraire personnel, qui devait le conduire, à rencontrer en Pologne celle qu'il devait épouser, et à en apprendre la langue. La correspondance échangée entre Geremek et Braudel entre 1958 et 1985 permet d'identifier ce que furent pour ce dernier les principales étapes de cette relation durable. Le premier voyage de 1957, et le second en 1960. La publication en juin 1960 dans l'hebdomadaire *Argumenty* d'un entretien sur les sciences de l'homme de Braudel avec Geremek et Tadeusz Mrowczynski (14 juin 1960 : « nous espérons qu'en traduisant vos paroles nous n'avons pas trahi votre pensée... Nous sommes heureux de pouvoir vous dire aujourd'hui même, le jour de la parution de ce numéro, que votre entretien est considéré par la presse quotidienne –et par nos lecteurs- comme un événement ») : entretien qui sera republié (lettre du 4 octobre 1960) « dans le prochain numéro de *Kwartalnik Historyczny* ». Puis un troisième voyage annoncé pour la fin d'avril 1967 (lettre du 27 mars 1967) pour la remise d'un doctorat honoris causa : « On vous attend donc à Varsovie avant la fin d'avril...votre entrée dans la communauté des maîtres de mon Université maternelle va simplifier

ma parenté spirituelle. Bien que toutes les attaches ne me lient qu'à l'Académie, je continue de considérer l'Université de Varsovie comme ma maison". Suit le prix de la section polonaise de la Société européenne de Culture attribué à Braudel (28 octobre 1975), après le succès de la traduction des *Écrits sur l'histoire*. Et enfin la publication en 1976 à Gdansk de la traduction de la *Méditerranée* (la quatrième, après celles en italien et en espagnol du début des années 1950, et celle en anglais de 1973-74) sous la direction de Witold Kula et de B. Geremek.

L'historien – tôt reconnu en France comme un très grand historien – ne doit pas pour autant faire oublier l'homme politique : dès la fin des années 1950, les deux hommes sont impossibles à dissocier. Et ceci pour au moins deux raisons. D'un côté, la Pologne de Gomulka puis de Gierek est vue du côté français comme incarnant l'espoir d'une transformation possible, de l'intérieur, d'un régime communiste. De l'autre, le parcours personnel de Geremek, qui va le conduire à quitter publiquement le parti communiste en 1968, par réaction à l'entrée à Prague des troupes du Pacte de Varsovie, vient témoigner du rôle que peuvent jouer, dans une telle transformation, les intellectuels en général, et les universitaires en particulier : leur légitimité internationale se trouve renforcée par le statut qui est le leur dans un monde académique surveillé par le pouvoir, sans aucun doute, mais attaché à défendre son indépendance scientifique et institutionnelle. Si l'homme politique semble prendre le dessus à partir des années 1980, l'historien reste toujours présent. Il apporte précisément à Solidarnosc le soutien d'un intellectuel connu et estimé non seulement dans son pays, mais aussi à l'étranger, notamment en France, où il bénéficie de l'appui de tout un réseau d'amis tant français que polonais, qui le reconnaissent comme l'un des leurs, et contribuent par leurs articles dans les quotidiens, les hebdomadaires et les revues où ils s'expriment à orienter l'opinion publique française en faveur du mouvement Solidarité et contre l'état de guerre, et aussi contre les choix qui se veulent réalistes du gouvernement d'union de la gauche (du « ne rien faire, bien sûr » de Claude Cheysson à la réception du général Jaruzelski). Il avait choisi d'être l'historien d'un long Moyen Âge – un Moyen Âge qui se prolongerait jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle. Il a été rejoint par une autre histoire, celle qui s'écrit au présent et que construisent les choix, les réussites et les échecs des acteurs contemporains : à chacun de prendre ses responsabilités.

1989 vient diviser cette période de presque trois décennies en deux. La première est celle qui va des débuts de Solidarnosc, où Geremek s'engage sans réserve aux côtés du mouvement, jusqu'aux négociations de la Table Ronde qui va organiser dans le calme la transition politique en Pologne. Son emprisonnement (contre lequel Braudel écrit le 18 décembre 1981 à l'Ambassadeur de Pologne à Paris pour lui demander « d'améliorer son sort, voire de participer à sa libération ») en fait l'un des symboles de la résistance au pouvoir communiste et à l'état de guerre. Indiscuté, indiscutable, recherché, admiré et même révérend, aidé de loin, rencontré en Pologne par tous ses collègues historiens, mais aussi par tous les sociologues, spécialistes des pays de l'Est et journalistes à la recherche d'analyses sur la situation et l'avenir, et invité comme tel en France, comme un signe de fidélité et d'amitié, même quand on sait que l'autorisation de sortir lui sera refusée, comme elle le fut quand François Furet, président de l'EHESS, lui propose de venir faire

dans la grand amphithéâtre de la Sorbonne la conférence Marc Bloch – une conférence que Jacques Le Goff accepta de faire à sa place au pied levé –, ou encore quand Fernand Braudel le fait inviter à la Semaine d'histoire économique de Prato d'avril 1985. Je me souviens de l'avoir ainsi rencontré au milieu des années 1980 dans un colloque organisé aux portes de Varsovie par mon amie Elzbieta Kaczinska sur l'histoire des prisons, et où il vint nous rejoindre, suivi par deux voitures de la police, et nous entraîna ensuite discuter dans un café, en nous disant que c'était le seul endroit où nos conversations ne pourraient pas être écoutées et enregistrées. Je me souviens aussi de sa venue à Paris, en décembre 1988 ou janvier 1989, pour un exposé organisé à l'Institut de France, Quai de Conti, où j'ai pu parler avec lui de la négociation qui allait s'ouvrir, de ses perspectives et de ses dangers : c'est à cette occasion qu'il me révéla que, d'après les informations en sa possession, l'URSS de Gorbatchev avait donné le feu vert à cette négociation depuis au moins deux ans et que les retards en étaient dus au seul Jaruzelski.

La seconde période commence en 1989 avec son élection comme député et la place qu'il prend dans la vie politique polonaise : il en devient l'une des figures de référence, encore plus connu et plus prestigieux sans doute à l'étranger qu'en Pologne même, chargé par Lech Walesa en 1991 de former le gouvernement (mission à laquelle il préfère renoncer), ministre des Affaires Etrangères de 1997 à 2000, et, à ce titre, l'un des inventeurs de la politique étrangère de la Pologne post-communiste. Mais impliqué désormais dans le jeu d'une politique nationale et internationale qui n'a rien d'idyllique, et qui l'expose à de nombreuses attaques et déceptions, dont certaines le blessent et le déçoivent, mais qu'il va précisément s'employer à surmonter pour rester fidèle à ses propres choix : celui qui pouvait expliquer en termes convaincants la Pologne aux Français et, réciproquement, la France aux Polonais, sans hésiter à dénoncer telle déclaration maladroite et malencontreuse de Jacques Chirac (2003). Celui que le Collège de France invitait en 1992 à occuper pour un an sa chaire européenne, et qui co-présidait avec Hélène Carrère d'Encausse le conseil scientifique de la Bibliothèque polonaise de Paris, proposant les thèmes de discussion, tantôt sur l'histoire, tantôt sur le présent, ouvrant et concluant les débats : hommage lui a été rendu en ce lieu à la fin de juillet 2008, avec comme noyau central une longue entrevue filmée de Jacques Le Goff. Celui enfin qui, député européen sut s'exposer en s'engageant publiquement contre les mesures de « chasse aux sorcières » que voulait imposer son gouvernement contre tous ceux qui auraient par le passé participé aux activités du régime communiste, et en remettant à l'ordre du jour la « désobéissance civique » : une position exemplaire, conforme à la logique de ses choix tout au long de sa vie, et dont nous sommes nombreux à regretter qu'il n'ait pu la prendre en tant que Président du Parlement Européen, mais qui montrait une fois encore la voie. Elle venait nous rappeler que l'Europe, pour exister, devait savoir vaincre tous ses mauvais démons.

Sur les différentes étapes de son parcours, bien des recherches restent encore à faire. Une partie en a été publique, et chacun a pu la suivre au jour le jour au gré des informations qu'il pouvait lire et recevoir, des souvenirs personnels pour beaucoup, des correspondances (par exemple celle avec Braudel, déposée à la Bibliothèque de l'Institut de France, que j'ai utilisée dans ces pages), des évocations en termes de

souvenirs ( Jacques Le Goff ), des débats ou interviews (par exemple ses entretiens avec Georges Duby, édités par Philippe Sainteny en 1992) qui fournissent des informations et des points de repère. Des incertitudes, sans doute mineures, subsistent. Ainsi par exemple pour son premier voyage en France en 1956, sur lequel nous n'avons d'autre témoignage que le sien (dans ses entretiens avec Duby). Ainsi également pour sa connaissance du français, qu'il m'avait dite, pour excuser a posteriori le refus du conseiller culturel français évoqué précédemment, postérieure à celle de l'allemand, qui aurait été dans sa jeunesse sa première langue de culture (à côté du russe dont l'enseignement était obligatoire), alors qu'il dit dans ces mêmes entretiens qu'il ne savait pas encore l'allemand à 22 ou 23 ans. La question pourrait sembler mineure, si cette mauvaise connaissance du français n'avait été invoquée, en 1957, avec ses convictions communistes, par le conseiller culturel français à Varsovie de l'époque, pour lui refuser la bourse d'études en France pour laquelle il avait été proposé par les autorités universitaires polonaises : un refus sur lequel l'intervention de l'ambassadeur de France, Etienne Burin des Rosiers, alerté par Fernand Braudel, avait permis de revenir<sup>2</sup>. Une chose est sûre, c'est qu'il parlait, quand je l'ai connu, plus tard, à la fin des années 1970, un français absolument magnifique, d'une clarté exemplaire, porté par une voix d'une chaleur et d'un pouvoir de persuasion extraordinaires, même si, à l'écrit, il lui arrivait de laisser échapper quelques minuscules erreurs.

Pour son rapport à l'anglais, il s'en explique dans une lettre écrite à Braudel le 29 mars 1978 depuis Washington, où le Woodrow Wilson Center l'avait invité l'année précédente pour un an, avec un projet de recherche sur « Social Margin in the Pre-Industrial Age », que le même Braudel avait chaleureusement appuyé auprès de Billington, le directeur de ce Centre américain d'études avancées. Disant son émerveillement devant les richesses et les facilités de travail de la Library of Congress, il ajoutait : "J'espère aussi que ce séjour m'aidera à dépasser la barrière linguistique qui m'a toujours séparé du monde anglo-saxon – je n'éprouvais jusqu'à maintenant aucun besoin de savoir l'anglais de façon active et je n'y ai pas assez investi avant de venir ici, puisque je n'étais pas très sûr de pouvoir venir..."

L'idée que j'aurais pu être quelque part en Europe, à Prato par exemple, au lieu d'être au bord du Potomac, ne me laisse pas complètement indifférent – je suis très européocentrique, l'homme de l'Est, pour qui l'Occident a ses frontières sur la Méditerranée et sur l'Atlantique... ».

Se souvenait-il de cette lettre quand, vingt et un ans plus tard, en marge de négociations particulièrement tendues avec le premier ministre de Russie Primakov, qui répondait « niet » à toutes ses demandes lors des discussions officielles où chacun parlait sa propre langue, il lui proposa - m'a-t-il raconté à Venise en septembre 2007, moins d'un an avant sa mort - de lui parler en tête à tête en russe, ce qui changea du tout au tout le

<sup>2</sup> Cette épisode, qui illustre de façon exemplaire la difficulté de parier sur l'avenir des individus comme sur celui des situations politiques, m'a été racontée dans des termes concordants par Fernand Braudel, Etienne Burin des Rosiers et Geremek lui-même. Manque évidemment le témoignage du conseiller culturel. Si je l'identifie bien, il connaissait parfaitement la Pologne, son histoire et sa littérature, et il avait donné précédemment de multiples preuves de son courage personnel, et payé le prix de son hostilité au régime communiste : l'erreur est, en ce domaine comme en tant d'autres, le propre de l'homme.

ton de leur conversation, et lui permit cette fois d'obtenir des réponses le plus souvent positives ? Peut-être. Toujours est-il que cette capacité non seulement à parler, mais aussi à penser dans plusieurs langues, et à trouver dans chacune d'elle les mots les plus justes pour formuler exactement ce qu'il voulait dire, avait, pour le Français que je suis, qui rêve toujours, mais sans jamais y réussir malgré tous ses efforts, de parvenir à un tel résultat, quelque chose de d'autant plus fascinant que toutes ces langues avaient été apprises et maîtrisées par lui non dans son enfance ou sa jeunesse, mais tout au long de sa vie adulte. Il a su nous donner l'impression que la France avait été son choix et que le français était devenu sa langue de prédilection, et nous lui en avons tous été reconnaissants. Mais en élargissant sa maîtrise aux principales langues de l'Europe, il n'a cessé d'approfondir cet européocentrisme qu'il revendiquait comme sien en 1978 depuis Washington, et qui faisait de lui un européen par excellence, pour qui les oppositions entre Est et Ouest avaient enfin, en 1989, perdu toute signification. D'où son hostilité, proche de la révolte, contre le sigle de PECO (« pays d'Europe centrale et orientale ») qu'avait inventée au début des années 1990 l'administration française des affaires étrangères pour définir sa politique d'aide et d'ouverture en direction des pays qui venaient de tourner la page du communisme.

Pour nous tous, Français et, je l'espère aussi, Polonais, l'historien et le politique ne sont bien qu'une seule et même personne. En fait, la politique, avec laquelle il avait jusqu'ici maintenu ses distances de chercheur, sans hésiter pour autant à s'engager, comme il le fit en 1968 en quittant le parti communiste, l'a rejoint à l'âge de cinquante ans, et elle est venue donner à l'historien une dimension humaine supplémentaire, en le conduisant à mettre sa légitimité de savant au service de son pays, dans un contexte dont l'enjeu en débordait les limites, car il concernait toute l'Europe, et, plus largement, le monde. Dans toute la mesure du possible, comme le montrent ses nombreuses publications, ses interventions dans les colloques, les initiatives scientifiques qu'il a prises ou soutenues, il s'est efforcé de rester fidèle à ses choix initiaux. Car il abordait la politique non comme une passion, mais comme un devoir, auquel il lui était interdit de se soustraire, et dont il lui fallait accepter de payer le prix. Deux lettres écrites à deux ans de distance sont là pour en témoigner. Elles me permettent de lui laisser la parole pour conclure, dans les termes qui ont été les siens, légères erreurs de langue comprises.

▪ La première, adressée de Varsovie à Monsieur et Madame Braudel, est datée du 17 mars 1983, peu après sa sortie de prison :

“Chère Madame, cher Monsieur

Me voilà revenu d'un long voyage. Je pense non seulement à l'année de mon emprisonnement, cette année quand tout le pire était possible, mais aussi à l'année passée en Solidarité. En termes occidentaux je devrais dire que je veux abandonner la politique. Mais était-ce dans mon cas, la politique ? Je me suis trouvé dans une situation où j'avais le sentiment de devoir, du service - ma réflexion, mon action, mon conseil pouvaient être utiles. Je me suis enrôlé sur le bateau de Solidarité sans trop d'optimisme, en sachant fort bien que le succès soit impossible, mais en sachant aussi que l'histoire de Pologne est faite de succès manqués et d'échecs. Et

que la solidarité des intellectuels et des ouvriers en 1981, même sans succès immédiats, est très importante – pour l'avenir, plus ou moins proche.

Il n'est pas facile de revenir, tout simplement, à mon travail d'historien. Il y a des obstacles psychologiques. Et il y en a d'autres. Je ne puis pas abandonner, pour ne pas dire désertier. Il faut du temps pour que je m'habitue, et j'habitue les autres – à la pensée que mon travail d'historien sert mon pays au moins pour cela qu'il l'attache à l'Europe. En fait, c'était toujours et c'est maintenant la plus grande, la vraie chance de la Pologne.

Je ne sais pas comment vous remercier pour toutes vos pensées, pour votre aide. Je vous dis donc simplement merci. Et puis, en vous présentant tous mes respects, je vous embrasse”.

- La seconde, datée du 30 mai 2005, félicite Fernand Braudel pour son entrée à l'Académie française, et dit ses regrets de ne pouvoir assister à la cérémonie de sa réception sous la coupole :

“Mes félicitations j'adresse moins au maître des historiens qu'à mon maître : je vous dois le vrai goût d'histoire des hommes, le plaisir de l'étude des contraintes et des libertés, et aussi l'intérêt pour le présent. Dans ce bilan de dettes, je devrais ajouter le chemin que j'ai fait depuis la première rencontre au Collège de France en 1956, le séjour de Madame Braudel et de vous-même en Pologne l'année suivante – jusqu'à maintenant : c'est à la France que je dois le goût de la liberté (et je ne me plains jamais d'avoir à payer un certain prix pour cela)”.